

# Ligue Communiste Révolutionnaire

Fédération de l'Essonne Section Massy, Palaiseau

[lcr-massypal@tiscali.fr](mailto:lcr-massypal@tiscali.fr)

tél. : 06 82 94 59 51 et 06 85 02 17 51



Le 3 juin 2004.

Monsieur le sénateur-maire des Ulis,

Vous avez proposé et fait adopter au conseil municipal du 28 mai la destruction de logements HLM et le relogement des Ulissiens par les sociétés immobilières dans les parcs locatifs qu'elles gèrent en Ile de France. Après la vente de HLM aux amonts, vous contribuez à accentuer la politique de pénurie de logements sociaux.

Vous souhaitez ne plus rencontrer autant de familles en difficulté financière dans la ville, nous aussi. Mais en démolissant les logements résolvez-vous leurs difficultés ?

Le gouvernement de gauche n'ayant pas instauré une obligation de construction de logements sociaux, vous souhaitez faire pression sur certaines communes pour qu'elles construisent des HLM, c'est bien. Mais pourquoi prendre des Ulissiens en otages? Les habitants ne sont pas des pions, certains vivent ici depuis 25 ou 30 ans, d'autres y sont nés.

Réunis le 11 mars 2004, les entrepreneurs de la zone de Courtabœuf vous ont dit souhaiter que les dépenses des communes s'adaptent à leurs besoins et souhaiter la construction de logements permettant d'accueillir de nouveaux arrivants. Vous répondez à leur demande. Mais qu'en pensent les salariés de ces entreprises et les milliers de personnes sans logement ? C'est en plus des problèmes humains, un gaspillage des fonds publics.

En août 2003, le gouvernement Raffarin a aussi décidé des démolitions, 40000 par an et divisé par deux le nombre de réhabilitations! Ne compensant pas par les constructions nécessaires, il poursuit en cela les politiques engagées précédemment par Jospin et consort au détriment des besoins élémentaires de la population et notamment de sa fraction la plus précarisée. Comme le notait la fondation Emmaüs, ce sont 5 à 6 millions de personnes qui attendent aujourd'hui un logement décent. Elles vivent à la rue, dans des hôtels meublés ou victimes de marchands de sommeil, en situation d'hébergement et donc de sur occupation, naviguant de foyer d'hébergement en foyer d'urgence... Ces parents sont de fait dans l'incapacité d'assurer une scolarité décente pour leurs enfants... Ces parents que demain vous ne manquerez pas de considérer comme des démissionnaires !

Malgré l'abandon d'une politique nationale du logement, Monsieur le Sénateur-Maire, ce que vous devriez contribuer à casser, c'est la spéculation immobilière avec le conseil général, le conseil régional puisque ils sont aussi de gauche ...et les habitants, ensemble, réquisitionner les logements vides. Mais vous faites le contraire. Vous détruisez des logements. Les prix des terrains et des constructions vont continuer à grimper, les loyers aussi. Les habitants vont attendre encore plus longtemps un logement.

Vous vous trompez d'adversaire.

Nous vous demandons donc de proposer au conseil municipal de surseoir à l'exécution de cette décision de démolition afin de consulter les habitants et de construire ensemble des réponses aux difficultés rencontrées par les habitants victimes des politiques libérales des gouvernements successifs. Etudier avec eux quelle rénovation peut-être envisagée qui conserve le même nombre de logements sociaux et permettent à ceux qui le souhaitent de rester dans leur quartier et informer le préfet de cette décision.

Veillez recevoir monsieur le sénateur-Maire nos respectueuses salutations.

Copie à la presse